

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2016

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

| | |
|--|---------|
| Conseil d'administration | page 02 |
| Rapport de gestion du conseil d'administration | page 03 |
| Mandats et fonctions exercés en 2016 par chacun des mandataires sociaux | page 11 |
| Rapport général du commissaire aux comptes | page 18 |
| Résolutions de l'assemblée générale ordinaire | page 20 |
| Bilan au 31 décembre 2016 | page 22 |
| Compte de résultat au 31 décembre 2016 | page 24 |
| Annexe aux comptes sociaux | page 25 |

Conseil d'administration

au 31 décembre 2016

M. Jean FLEURY,
Président

ADMINISTRATEURS

ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE,
représentée par Mme Juliette BAUDOT

FIDÉLIA ASSISTANCE,
représentée par Mme Marie-France ORTI

FIDÉLIA Services,
représentée par M. Charles ZANONI

GMF ASSURANCES,
représentée par Mme Christiane MAURECH

GMF Vie,
représentée par M. Joaquim PINHEIRO

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES,
représentée par M. Christian DELAHAIGUE

LA SAUVEGARDE,
représentée par M. Laurent TOLLIE

MAAF ASSURANCES,
représentée par M. Bernard BARBOTTIN

MAAF ASSURANCES SA,
représentée par Mme Michèle BEYT

PRONY HABITATIONS,
représentée par M. Jean SOUBIELLE

TÉLÉASSURANCES,
représentée par M. Hubert IVANOFF

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITULAIRE
ERNST & YOUNG et Autres
représenté par M. Olivier DRION

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et à nos statuts, pour vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice 2016 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Les rapports des commissaires aux comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis en suivant les mêmes méthodes que lors de l'exercice précédent, dans le respect des dispositions du plan comptable, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

INTRODUCTION

Contexte économique instable

L'année 2016 a été marquée par des événements politiques importants, contribuant au maintien d'un environnement économique instable. Entrée en application début janvier 2015, la loi Hamon a produit pleinement ses effets au cours de l'année 2016, impactant les portefeuilles des marques de Covéa.

D'autre part, les taux d'intérêt sont demeurés au plus bas niveau, entraînant pour le marché de l'assurance au moins trois types de conséquences : une rémunération a minima, voire nulle, des investissements sur les dettes publiques, des taux servis en recul sur les contrats en euros, et une abondance de liquidités nuisant en particulier au marché de l'immobilier.

Consolidation des fondamentaux pour Covéa

Développement en assurances de dommages

Les efforts des trois réseaux commerciaux ont permis de compenser les résiliations, conséquences de la possibilité offerte à nos sociétaires de résilier leur contrat à tout moment. Les contrats auto et habitation progressent de 1,1 %.

Souscription maîtrisée en assurance-vie

Afin de préserver la rentabilité des placements de nos épargnants, Covéa a incité à la réorientation de la collecte vers les supports en unités de compte. Parallèlement, les fonds collectés en euros sont en recul de près de 10 %. Les taux servis par les marques de Covéa demeurent parmi les meilleurs, dans une fourchette entre 2,2 % et 2,5 %, à comparer à une moyenne de marché inférieure à 2 %.

Augmentation du portefeuille global

Le nombre de sociétaires et clients de Covéa dépasse désormais 11,5 millions, en croissance de 0,6 %. Le chiffre d'affaires 2016 s'établit à 16,4 milliards d'euros.

Faits marquants

Augmentation de la charge des sinistres

En volume, les marques de Covéa ont enregistré moins de sinistres (- 0,6 %). Cependant, en valeur, la hausse s'établit à 3,3 %. Cette augmentation significative des coûts est imputable aux 12 événements climatiques, à la croissance continue de la prise en charge des accidents corporels graves, ainsi qu'aux coûts de réparation de l'auto.

La charge globale des événements climatiques survenus en 2016 atteint 371 millions d'euros.

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Rapprochement stratégique

GMF et Covéa ont œuvré pour la mise en œuvre d'un partenariat stratégique permettant la création d'un pôle mutualiste de protection sociale « Défense et sécurité », UNÉOPÔLE. Cette alliance porteuse d'avenir pour les marchés prioritaires de GMF a été nouée avec Unéo et la Mutuelle Générale de la Police.

APJ au sein d'un groupe pérenne

Toutes les fonctions support sont désormais opérationnelles au niveau de Covéa. Depuis début 2016, les ressources humaines et la communication interne sont transversales. Cette Direction générale unique a préparé les conditions de la signature avec les partenaires sociaux d'un statut commun pour tous les collaborateurs du Groupe. Ce statut équitable et juste sera l'une des clés de la compétitivité dans les prochaines années.

Dans un environnement instable et compétitif, Covéa développe un modèle singulier et durable pour renforcer ses mutuelles et offrir chaque jour davantage de services aux sociétaires, notamment via son programme d'innovation et de développement.

La solidité et la solvabilité du Groupe contribuent à favoriser l'innovation en matière de produits, de gestion des sinistres et de services au bénéfice des sociétaires et de préparer sereinement l'avenir.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

1. PANORAMA DES FAITS MARQUANTS

a) Marché et environnement

La Loi de modernisation de la justice du XXI^{ème} siècle a été promulguée le 18 novembre 2016.

Ce texte se veut bâtisseur d'une nouvelle relation entre le citoyen et la justice en instaurant des modes de résolution des conflits déjudiciarisés. Il est trop tôt pour tirer des conclusions sur les bénéfices attendus par le législateur.

La tentative de règlement amiable avant toute procédure ou médiation est désormais une obligation et correspond à notre cœur de métier, nous incitant à développer la négociation comme un outil essentiel à nos pratiques de gestion.

Le développement des start-up du droit, plus encore que la loi, accélère la mutation du marché de l'assurance de protection juridique.

Toutes les activités juridiques sont concernées, depuis le conseil jusqu'à la résolution du conflit, à l'amiable ou au judiciaire. Ces nouvelles pratiques nous interrogent sur la profondeur du changement de paradigme. Force est de constater que les start-up en relation directe avec le justiciable prospèrent.

La protection juridique n'échappe pas à la question du modèle d'activité du fait des besoins exprimés par les assurés et les citoyens.

Les justiciables souhaitent une réponse à leur mobilité, de l'immédiateté, et sont demandeurs de services tout en exigeant une empathie, un accompagnement et une relation humaine.

Les réponses qu'apporteront les professionnels du droit devront intégrer ces besoins, au risque de se retrouver marginalisés sur le marché.

APJ agit résolument avec DAS pour redéfinir le modèle en s'appuyant sur son savoir-faire et sa position sur le marché. C'est ainsi que, bien loin de rejeter les start-up du droit, APJ recherchera à intégrer les outils les plus éprouvés pour construire des services et libérer des moyens au profit de la relation client.

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

La pression sur le financement de l'aide juridictionnelle reste intacte après une deuxième année d'augmentation de la taxe, et avant une nouvelle augmentation en 2017.

Dans les débats organisés sur le sujet, notre profession proposera une extension de l'assiette de taxation, pour limiter l'effet des hausses de taxes sur les tarifs de nos contrats.

Il semblerait juste qu'une contribution des nouveaux acteurs du droit soit étudiée, afin que l'effort soit équitablement réparti.

b) Activité de la Société

L'activité d'APJ s'inscrit dans la stratégie de Covéa, consistant à proposer une offre de service enrichie pour un développement ciblé et rentable, en nous attachant à proposer à nos assurés la meilleure expérience client.

Dans un environnement en évolution accélérée, au sein de la DG Assistance Indemnisation Service (AIS), APJ poursuit son plan de coopération avec DAS, assureur des produits de protection juridique des différents réseaux de MMA, afin d'optimiser et de compléter son modèle.

Une démarche d'innovation tournée vers les « *legaltech* » se met en place dans le cadre de la coopération entre nos deux sociétés, avec l'objectif de suivre les réalisations actuelles, et d'être en mesure de mettre à profit toute opportunité de proposer à court terme une offre de service à haute valeur ajoutée. Plusieurs pistes de service sont en cours d'évaluation.

Dans le cadre de cette coopération également, une expérimentation visant à mettre en place un CRM est menée, dans un premier temps sur une partie de notre activité, en mode « *test and learn* ». L'enjeu à ce stade est de faire une évaluation de la valeur qu'un CRM pourrait apporter dans l'expérience client, et de proposer un premier éclairage sur l'enjeu de l'intégration d'un CRM dans nos systèmes de gestion de la prestation.

La mise en place de notre outil de pilotage et d'accompagnement managérial de la performance individuelle et collective en gestion des litiges entre dans sa phase opérationnelle, avec le déploiement début 2017 de tableaux de bord sur cinq thèmes, permettant de piloter l'activité à la fois sur ses aspects quantitatifs et qualitatifs.

Nous connaissons cette année encore une progression très satisfaisante de notre activité. Notre partenariat avec BPCE Assurances contribue à nouveau à la dynamiser.

Cette progression s'accompagne d'une évolution très favorable de nos fréquences qui nous permet de développer notre chiffre d'affaires tout en stabilisant la charge des sinistres.

Le traitement des conseils téléphoniques de la marque MAAF est à présent intégralement confié aux équipes d'APJ pour la clientèle du particulier. Cette activité, dont le transfert s'est déroulé sur les deux derniers exercices, a entraîné cette année encore un redimensionnement de nos équipes.

Pour autant, le ratio de frais généraux sur primes d'APJ est resté quasi stable en 2016, tout comme notre résultat net, à un excellent niveau en dépit de la baisse de nos produits de placements.

Compte de résultat

Chiffre d'affaires

Les primes émises connaissent une nouvelle progression de 5,2 % et approchent 142 millions d'euros. Avec une variation de 1,2 million de la provision pour primes non acquises, les primes acquises à l'exercice s'élèvent à 140,8 millions d'euros, en progression de 5,1 % en 2016.

Les cessions de primes à nos réassureurs sont égales à 58,2 millions d'euros, et les primes nettes de cessions d'APJ ressortent à 82,6 millions d'euros.

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Revenus des placements

Après une nouvelle diminution du total des réalisations de plus-values nettes, 3,4 millions d'euros en 2016 contre 7,8 millions en 2015, et un effet de change légèrement négatif en 2016 à comparer à un produit de 1 million d'euros en 2015, nos produits de placements nets s'inscrivent à 8,9 millions d'euros cette année, en baisse de 40 %.

La part des produits de placements alloués au compte de résultat technique est égale à 4,7 millions d'euros.

Charge des sinistres

La charge sinistre brute de cessions représente 49,7 millions d'euros, en hausse de 1,1 % par rapport à la charge 2015. Après cession de 9,9 millions d'euros de charge aux réassureurs, la charge nette ressort à 39,8 millions.

Autres charges

Le poste participation aux résultats, 5,2 millions en 2016, se décompose entre 7 millions d'euros de produit sur les affaires cédées, et une charge de 1,8 million en affaires directes.

Le total des frais d'acquisition des contrats et des frais d'administration des contrats représente une charge de 27,5 millions d'euros, et les autres charges techniques s'inscrivent à 4,9 millions.

Enfin, les commissions de réassurance sur les affaires cédées ressortent à 20,8 millions d'euros.

Résultat technique

Nous enregistrons 3,1 millions d'autres produits techniques en 2016.

Avec ces éléments, le résultat technique net de cessions s'élève à 44,2 millions d'euros. Il s'améliore encore de 1,5 % par rapport au résultat 2015.

Résultat avant impôts

Les produits de placements du compte non technique, 4,2 millions d'euros, et une charge exceptionnelle nette de 2,7 millions, portent le résultat avant impôt à un total de 45,7 millions d'euros.

Bilan

Le total du bilan d'APJ ressort à 358,7 millions d'euros en 2016.

Les placements s'inscrivent à 269,4 millions d'euros, montant en diminution de 5,4 % par rapport à l'exercice précédent, 75 % du total de l'actif.

La baisse de nos placements en valeur bilan trouve sa contrepartie dans nos soldes nets bancaires, qui passent d'un montant créditeur de 1,2 million en 2015 à un total de 11,5 millions d'euros à l'actif en 2016. Ce montant significatif en 2016 correspond à des liquidités en attente d'opportunité de placement à la clôture.

Le total des provisions techniques est égal à 176,6 millions d'euros, 49,2 % du total du passif. La part des cessionnaires dans les provisions techniques, porté à l'actif du bilan, est de 23,1 millions.

Impôts

L'utilisation en 2016 du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi institué par la loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012, enregistré dans les comptes de l'exercice 2015, a fait l'objet d'une information au comité d'établissement conformément à l'article L2323-26-1 du code du travail.

Le crédit d'impôt a permis de maintenir en 2016 les postes créés pour concilier l'optimisation de la prestation et la possibilité d'une participation accrue des collaborateurs de la téléconsultation aux projets d'entreprise, et a contribué cette année à compenser par 2 recrutements complémentaires l'augmentation des temps de décroché entre deux appels sur le plateau.

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

2. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT (C.com art. L 232-1)

Notre société n'a aucune activité en matière de recherche et de développement au sens de l'article précité.

3. PERSPECTIVES (C.com art. L 232-1 et Décret du 23.03.67 art. 148)

Afin d'être en mesure de répondre aux évolutions réglementaires et à la concurrence des bancassureurs et des « *legaltech* », APJ ambitionne de transformer son offre de valeur et son modèle opérationnel, pour proposer, à terme à ses assurés, une gamme de produits et services modernisée et différenciante.

Cette orientation stratégique, détaillée dans le cadre du Plan Stratégique Budgétaire et Financier Covéa auquel APJ contribue, se conçoit de façon très intégrée avec la stratégie de chaque marque du Groupe Covéa.

Afin de renforcer la proximité client, de nouveaux services « Protection Juridique » seront intégrés dans les applis mobiles des marques : informations sur les mouvements dans les dossiers, nouveaux supports préventifs, du type tutoriels, supports vidéo, etc.

En coopération avec DAS dans le cadre de notre démarche commune innovation, APJ entend transformer la menace portée par les « *legaltech* » en opportunité, en développant à leurs côtés une offre de service à haute valeur ajoutée, et en injectant de la technologie dans notre cœur de métier.

L'outil de suivi en temps réel de la qualité perçue par le client mis en place par APJ est appelé à évoluer pour s'intégrer, dans la continuité du baromètre existant, à l'outil de pilotage de la satisfaction en cours de construction à AIS et au sein de Covéa.

4. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Depuis la clôture des comptes, aucun événement significatif susceptible de modifier les états financiers n'est intervenu.

PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

1. RÉSULTATS DE L'EXERCICE ET PROPOSITION D'AFFECTATION

Le résultat avant impôt est arrêté à la somme de 45 686 529,31 euros.

Après prise en compte de l'impôt sur les sociétés, 15 803 042,00 euros, et de la participation des salariés, 1 793 942,00 euros, le résultat net comptable est un bénéfice de 28 089 545,31 euros.

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Nous vous proposons d'affecter ce résultat comme suit :

| | |
|--|----------------------|
| - Résultat de l'exercice | 28 089 545,31 euros |
| - Report à nouveau | 90 358 392,72 euros |
| - Total distribuable | 118 447 938,03 euros |
| lequel serait réparti de la façon suivante : | |
| - Dividendes de l'exercice | 21 053 424,00 euros |
| - Report à nouveau | 97 394 514,03 euros |

Si cette proposition est acceptée, le dividende sera de 48,00 euros par action.

La totalité de ce dividende est éligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques.

Il pourra être mis en paiement à compter du 23 juin 2017.

2. RAPPEL DES DIVIDENDES

Conformément aux prescriptions légales, nous vous rappelons les dividendes versés au cours des trois exercices précédents.

| Exercice | Montant total | Dividende par action | Revenu global par action |
|----------|-----------------|----------------------|--------------------------|
| 2013 | 18 860 359,00 € | 43,00 € | 43,00 € |
| 2014 | 14 912 842,00 € | 34,00 € | 34,00 € |
| 2015 | 21 930 650,00 € | 50,00 € | 50,00 € |

3. INFORMATIONS RELATIVES AUX DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS (article L 441-6-1 du Code de commerce)

| Échéances des dettes | 31/12/2016 | | 31/12/2015 | |
|-------------------------------|------------|---------------------|------------|---------------------|
| | En nombre | En milliers d'euros | En nombre | En milliers d'euros |
| en nos comptes à l'inventaire | | | | |
| 0 à 30 jours | 53 | 108 | 66 | 139 |
| 31 à 60 jours | 9 | 12 | 10 | 6 |
| Plus de 60 jours | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Total | 62 | 120 | 77 | 145 |

4. COMMUNICATION DES CHARGES SOMPTUAIRES (art. 223 quater et 39-4 du CGI)

En application de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous indiquons que notre Société n'a supporté aucune charge en dépense non déductible visée à l'article 39-4 dudit code.

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

5. TABLEAU DES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|
| I. Situation en fin d'exercice | | | | | |
| Capital social | 7 018 | 7 018 | 7 018 | 7 018 | 7 018 |
| Nombre d'actions émises | 438 613 | 438 613 | 438 613 | 438 613 | 438 613 |
| II. Opérations et résultats de l'exercice | | | | | |
| Chiffres d'affaires hors taxes | 141 951 | 135 088 | 130 606 | 121 972 | 115 811 |
| Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 45 963 | 48 439 | 48 902 | 32 545 | 29 017 |
| Impôts sur les bénéficiaires | 15 803 | 17 261 | 16 285 | 10 725 | 9 599 |
| Participation des salariés | 1 794 | 1 913 | 1 982 | 1 249 | 1 213 |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 28 090 | 28 996 | 30 498 | 18 922 | 17 097 |
| Dividende distribué | 21 053 | 21 931 | 14 913 | 18 860 | 10 220 |
| III. Résultat par action en euros | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions | 64,7 | 66,7 | 69,8 | 46,9 | 41,5 |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 64,0 | 66,1 | 69,5 | 43,1 | 39,0 |
| Dividende attribué à chaque action | 48,0 | 50,0 | 34,0 | 43,0 | 23,3 |
| IV. Personnel | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 262 | 249 | 241 | 235 | 234 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice | 10 093 | 9 722 | 9 341 | 8 887 | 8 597 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale - œuvres sociales)* | 7 957 | 7 638 | 7 493 | 7 118 | 6 185 |

* avant refacturation des prestations

FILIALES ET PARTICIPATIONS

1. PRISE DE PARTICIPATION ET DE CONTRÔLE

Notre société n'a pris aucune participation supérieure à 5 % du capital et ne s'est assurée le contrôle d'aucune société au cours de l'exercice écoulé.

2. CESSION DE PARTICIPATIONS

Notre société n'a cédé aucune participation supérieure à 5 % du capital au cours de l'exercice écoulé.

Rapport de gestion du conseil d'administration

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Conformément à la loi, nous vous informons que, au 31 décembre 2016, le capital de notre Société est détenu à 99,99 % par la société Covéa Coopérations.

ACTIONNARIAT SALARIÉ

En application des dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de notre Société au 31 décembre 2016.

Il convient donc de prendre acte que le personnel ne détient aucune participation au capital.

MANDATAIRES SOCIAUX (C.com art L225-102-1 al.3)

Conformément aux dispositions de l'article L 255-102-1 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste des mandats ou fonctions exercées dans toute société, durant l'exercice 2016, par chacun des mandataires sociaux.

SITUATION DES MANDATS

1. DES ADMINISTRATEURS

Pas de renouvellement cette année.

2. DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En raison de la démission des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant à l'issue de l'Assemblée Générale, et suite à l'appel d'offres lancé pour leur remplacement, nous vous proposons de nommer :

- La société PWC, représentée par Madame Séverine MACHTELINCK, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire,
- Monsieur Xavier CREPON, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant,

pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

CONVENTIONS VISÉES à L'article L 225-38 du Code de commerce

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été conclu aucune convention donnant lieu à l'application de l'article L 225-38 du Code de commerce.

Aussi, nous vous demandons d'approuver le rapport spécial du Commissaire aux comptes relatifs aux conventions visées par ledit article.

La liste des conventions visées à l'article L 225-39 du Code de commerce a été communiquée aux administrateurs et au Commissaire aux comptes.

Nous vous invitons à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Le Conseil d'administration

Mandats et fonctions exercés en 2016

Monsieur Bernard BARBOTTIN

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

| | |
|-----------------------------------|--|
| FORCE ET SANTE (Union Mutualiste) | Administrateur |
| MAAF ASSURANCES SA | Vice-Président du Conseil d'administration |
| MAAF ASSURANCES (SAM) | Vice-Président du Conseil d'administration |

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : Covéa Coopérations

Société concernée

| | |
|---------------|----------------|
| MAAF VIE (SA) | Administrateur |
|---------------|----------------|

Société représentée : FINANCIERE VIVIENNE

Société concernée

| | |
|----------------|-----------------------------------|
| BPCE IARD (SA) | Membre du Conseil de Surveillance |
|----------------|-----------------------------------|

Société représentée : FORCE ET SANTÉ

Société concernée

| | |
|-------------------------|----------------|
| Covéa Coopérations (SA) | Administrateur |
|-------------------------|----------------|

Société représentée : MAAF ASSURANCES (SAM)

Sociétés concernées

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Administrateur |
| LA SAUVEGARDE (SA) | Administrateur |

Société représentée : MAAF ASSURANCES SA

Société concernée

| | |
|--------------|---|
| COVÉA (SGAM) | Administrateur et Membre du Comité d'audit et des risques |
|--------------|---|

Madame Juliette BAUDOT

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

| | |
|--------------------------------|-------------------------------------|
| DAS Assurances Mutuelles (SAM) | Administrateur et Directeur Général |
| DAS (SA) | Administrateur et Directeur Général |

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE

Société concernée

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Administrateur |
|--------------------------------------|----------------|

Mandats et fonctions exercés en 2016

Madame Michèle BEYT

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

| | |
|--|----------------|
| FORCE SANTE (Union Mutualiste) | Administrateur |
| MAAF Assurances (SAM) | Administrateur |
| MAAF SANTÉ (Mutuelle) | Administrateur |
| Valeurs mutualistes MAAF (Association) | Présidente |

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : FORCE ET SANTE

Société concernée

| | |
|--------------|---|
| COVÉA (SGAM) | Administrateur et Membre du Comité d'audit et des risques |
|--------------|---|

Société représentée : MAAF ASSURANCES (SAM)

Sociétés concernées

| | |
|-------------------------|----------------|
| FIDÉLIA ASSISTANCE (SA) | Administrateur |
| MAAF ASSURANCES (SA) | Administrateur |
| MAAF VIE (SA) | Administrateur |

Société représentée : MAAF ASSURANCES SA

Sociétés concernées

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Administrateur |
| Covéa Coopérations (SA) | Administrateur |

Monsieur Christian DELAHAIGUE

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

| | |
|--------------------------------------|--|
| ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE (SAM) | Administrateur et Vice-président |
| MMA IARD (SA) | Administrateur |
| MMA IARD Assurances Mutuelles (SAM) | Administrateur et Membre du Comité des Administrateurs |
| MMA VIE (SA) | Administrateur |
| MMA VIE Assurances Mutuelles (SAM) | Administrateur |

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES

Société concernée

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Administrateur |
|--------------------------------------|----------------|

Société représentée : PRONY HABITATIONS

Société concernée

| | |
|--------------|---|
| COVÉA (SGAM) | Administrateur, Membre du Comité d'audit et des risques et Membre du Comité des rémunérations |
|--------------|---|

Société représentée : MMA IARD Assurances Mutuelles

Société concernée

| | |
|-------------------------|----------------|
| Covéa Coopérations (SA) | Administrateur |
|-------------------------|----------------|

Mandats et fonctions exercés en 2016

Monsieur Jean FLEURY

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

Titulaire en FRANCE

| | |
|--------------------------------------|---------------------------------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Président du Conseil d'administration |
| ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE (SAM) | Administrateur |
| DAS (SA) | Président du Conseil d'administration |
| DAS Assurances Mutuelles (SAM) | Président du Conseil d'administration |

Titulaire à l'étranger

| | |
|---------------------------------------|----------------|
| AMI Participations Luxembourg (SA) | Liquidateur |
| Covéa Lux (SA) | Administrateur |
| La Capitale assurances générales inc. | Administrateur |

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : LA SAUVEGARDE

Société concernée

| | |
|--------------|---|
| COVÉA (SGAM) | Administrateur, Président du Comité d'audit et des Risques et Président du Comité des rémunérations |
|--------------|---|

Monsieur Hubert IVANOFF

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

| | |
|---|----------------------------------|
| LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES (SAM) | Administrateur et Vice-président |
| GMF ASSURANCES (SA) | Vice-président |
| UGM DÉFENSE SÉCURITÉ (UGM) | Administrateur |

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : FIDÉLIA ASSISTANCE

Société concernée

| | |
|--------------|----------------|
| GMF VIE (SA) | Administrateur |
|--------------|----------------|

Société représentée : LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES

Sociétés concernées

| | |
|-------------------------|---|
| COVÉA (SGAM) | Administrateur et Membre du Comité d'audit et des risques |
| Covéa Coopérations (SA) | Administrateur |
| LA SAUVEGARDE (SA) | Administrateur |

Mandats et fonctions exercés en 2016

Société représentée : PRONY HABITATIONS

Société concernée

| | |
|---------------------|----------------|
| GMF ASSURANCES (SA) | Administrateur |
|---------------------|----------------|

Société représentée : TÉLÉASSURANCES

Sociétés concernées

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Administrateur |
|--------------------------------------|----------------|

| | |
|-------------------------|----------------|
| FIDÉLIA ASSISTANCE (SA) | Administrateur |
|-------------------------|----------------|

Madame Christiane MAURECH

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Société concernée

| | |
|---|----------------|
| LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES (SAM) | Administrateur |
|---|----------------|

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : FIDÉLIA ASSISTANCE

Société concernée

| | |
|--------------------|----------------|
| LA SAUVEGARDE (SA) | Administrateur |
|--------------------|----------------|

Société représentée : FIDÉLIA Services

Société concernée

| | |
|--------------|----------------|
| GMF VIE (SA) | Administrateur |
|--------------|----------------|

Société représentée : GMF ASSURANCES

Société concernée

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Administrateur |
|--------------------------------------|----------------|

Société représentée : GMF VIE

Sociétés concernées

| | |
|-------------------------|----------------|
| Covéa Coopérations (SA) | Administrateur |
|-------------------------|----------------|

| | |
|--------------|----------------|
| COVÉA (SGAM) | Administrateur |
|--------------|----------------|

Société représentée : LA SAUVEGARDE

Société concernée

| | |
|---------------------|----------------|
| GMF ASSURANCES (SA) | Administrateur |
|---------------------|----------------|

Mandats et fonctions exercés en 2016

Madame Marie-France ORTI

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Société concernée

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES (SAM)

Administrateur et Vice-présidente

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : FIDÉLIA ASSISTANCE

Sociétés concernées

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA)

Administrateur

GMF ASSURANCES (SA)

Administrateur

Société représentée : GMF ASSURANCES

Sociétés concernées

Covéa Coopérations (SA)

Administrateur

LA SAUVEGARDE (SA)

Administrateur

Société représentée : LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES

Société concernée

GMF VIE (SA)

Administrateur

Société représentée : TÉLÉASSURANCES

Société concernée

COVÉA (SGAM)

Administrateur et Membre du Comité d'audit et des risques

Monsieur Joaquim PINHEIRO

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

BPCE IARD (SA)

Vice-président du Conseil de Surveillance

COVEA AIS (GIE)

Directeur Général

DARVA (SA)

Membre du Conseil de Surveillance

EUROPAC (GIE)

Administrateur délégué

FIDÉLIA ASSISTANCE (SA)

Président du Conseil d'administration

DAS (SA)

Administrateur

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : GMF VIE

Société concernée

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA)

Administrateur

Mandats et fonctions exercés en 2016

Monsieur Jean SOUBIELLE

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Société concernée

ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE (SAM)

Administrateur

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : PRONY HABITATIONS

Société concernée

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA)

Administrateur

Monsieur Laurent TOLLIE

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en nom propre

Sociétés concernées

GMF ASSURANCES (SA)

Directeur Général

LA SAUVEGARDE (SA)

Président-Directeur Général

TÉLÉASSURANCES (SA)

Président du Conseil d'Administration

UGM DÉFENSE SÉCURITÉ (UGM)

Administrateur

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE

Société concernée

GMF Vie (SA)

Administrateur

Société représentée : GMF ASSURANCES

Sociétés concernées

Covéa Finance (SAS)

Membre du Comité de Surveillance

Covéa Immobilier (SAS)

Membre du Comité de Surveillance

Société représentée : LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES

Société concernée

GMF ASSURANCES (SA)

Administrateur

Société représentée : LA SAUVEGARDE

Sociétés concernées

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA)

Administrateur

FIDÉLIA ASSISTANCE (SA)

Administrateur

FIDÉLIA Services (SA)

Administrateur

Mandats et fonctions exercés en 2016

Monsieur Charles ZANONI

Principaux mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2016

Mandats et fonctions exercés en qualité de représentant permanent

Société représentée : MAAF SANTE

Sociétés concernées

| | |
|-------------------------|----------------|
| COVÉA (SGAM) | Administrateur |
| COVÉA Coopérations (SA) | Administrateur |
| MAAF ASSURANCES (SA) | Administrateur |

Société représentée : FIDELIA Services

Société concernée

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (SA) | Administrateur |
|--------------------------------------|----------------|

Société représentée : PRECERTI

Société concernée

| | |
|----------------|-----------------------------------|
| BPCE IARD (SA) | Membre du Conseil de Surveillance |
|----------------|-----------------------------------|

Rapport général du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code du commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les postes techniques propres à l'assurance traduisant les engagements envers les assurés résultant d'estimations ou de calcul actuariels. Les modalités de ces estimations sont relatées dans les notes de l'annexe.

Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues dans les modèles de calculs utilisés, au regard notamment de l'expérience de votre société, de son environnement réglementaire et économique, et de la cohérence de l'ensemble des hypothèses.

- Les principes comptables qui décrivent les principes et modalités de mise à jour des évaluations des placements immobiliers et des titres de participation et autres placements, ainsi que les méthodes de détermination des provisions pour dépréciations à caractère durable et pour risques de contrepartie correspondantes constatées dans l'exercice.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches d'évaluation de ces actifs mises en œuvre par votre société et décrites dans la note de l'annexe, et sur la base des éléments disponibles à ce jour, examiné l'application de ces modalités et la cohérence des hypothèses retenues par votre société pour déterminer les éventuelles dépréciations.

Nous n'avons pas relevé d'élément susceptible de remettre en cause les évaluations de votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Rapport général du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2016

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 26 avril 2017

Le commissaire aux comptes

ERNST & YOUNG et Autres

Olivier Drion

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu :

- la lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration statuant sur l'activité de la société et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- la lecture du rapport général du Commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission au cours de cet exercice, approuve lesdits comptes tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 se traduit par bénéfice de 28 089 545,31 euros, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter le résultat comme suit :

| | |
|--|----------------------|
| - Bénéfice de l'exercice | 28 089 545,31 euros |
| auquel il y a lieu d'ajouter le report à nouveau | 90 358 392,72 euros |
| soit un total distribuable de | 118 447 938,03 euros |

lequel sera réparti de la façon suivante :

| | |
|---------------------------|---------------------|
| - Dividende de l'exercice | 21 053 424,00 euros |
| - Report à nouveau | 97 394 514,03 euros |

Pour chaque actionnaire, le dividende net ressort à 48,00 euros par action.

La totalité de ce dividende est éligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques.

Il pourra être mis en paiement à compter du 23 juin 2017.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que les dividendes des trois derniers exercices ont été versés dans les conditions suivantes :

| Exercice | Montant total | Dividende par action | Revenu global par action |
|----------|-----------------|----------------------|--------------------------|
| 2013 | 18 860 359,00 € | 43,00 € | 43,00 € |
| 2014 | 14 912 842,00 € | 34,00 € | 34,00 € |
| 2015 | 21 930 650,00 € | 50,00 € | 50,00 € |

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir entendu la lecture, prend acte du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 du Code de commerce et R.322.7 du Code des assurances.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission du Commissaire aux comptes titulaire à l'issue de la présente Assemblée et décide de nommer pour le remplacer la société PWC, représentée par Madame Séverine MACHTELINCK pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission du Commissaire aux comptes suppléant à l'issue de la présente Assemblée et décide de nommer pour le remplacer Monsieur Xavier CREPON pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'extraits certifiés conformes des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales ou administratives.

Bilan au 31 décembre 2016

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

ACTIF

En milliers d'euros

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|
| 1 - Capital souscrit non appelé | | |
| 2 - Actifs Incorporels | 9 094 | 12 010 |
| 3 - Placements | 269 361 | 284 813 |
| 3a - Terrains et constructions | 10 342 | 10 760 |
| 3b - Placements dans les entreprises liées et participations | 0 | 635 |
| 3c - Autres placements | 259 019 | 273 418 |
| 4 - Placements représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unité de compte | 0 | 0 |
| 5 - Part des cessionnaires dans les provisions techniques | 23 059 | 21 325 |
| 5d - Provisions pour sinistres (Non Vie) | 23 059 | 21 325 |
| 6 - Créances | 32 080 | 30 368 |
| 6a - Créances nées d'opérations d'assurance directe | | |
| 6aa - Primes acquises non émises et primes à annuler | 1 569 | 1 188 |
| 6ab - Autres créances nées d'opérations d'assurance directe | 28 615 | 27 223 |
| 6b - Créances nées d'opérations de réassurance | 0 | 0 |
| 6c - Autres créances | | |
| 6ca - Personnel | 2 | 3 |
| 6cb - État, organismes sociaux, collectivités publiques | 80 | 194 |
| 6cc - Débiteurs divers | 1 814 | 1 760 |
| 7 - Autres actifs | 15 036 | 2 460 |
| 7a - Actifs corporels d'exploitation | 837 | 1 083 |
| 7b - Compte courant et caisse | 14 199 | 1 377 |
| 8 - Comptes de régularisation - Actif | 10 022 | 10 172 |
| 8a - Intérêts et loyers courus non échus | 2 424 | 2 728 |
| 8b - Frais d'acquisition reportés | 7 145 | 7 052 |
| 8c - Autres comptes de régularisation | 453 | 392 |
| Total de l'actif | 358 652 | 361 148 |

Bilan au 31 décembre 2016

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

PASSIF

| <i>En milliers d'euros</i> | 31/12/2016 | 2015 après affectation | 2015 avant affectation |
|---|----------------|------------------------|------------------------|
| 1 - Capitaux propres | 134 904 | 106 813 | 128 744 |
| 1a - Capital social | 7 018 | 7 018 | 7 018 |
| 1b - Primes liées au capital social | 3 257 | 3 257 | 3 257 |
| 1d - Autres réserves | 6 181 | 6 180 | 6 180 |
| 1e - Report à nouveau | 90 358 | 90 358 | 83 293 |
| 1f - Résultat de l'exercice | 28 090 | 0 | 28 996 |
| 2 - Passifs subordonnés | 0 | 0 | 0 |
| 3 - Provisions techniques brutes | 176 582 | 179 237 | 179 237 |
| 3a - Provisions pour primes non acquises | 50 501 | 49 338 | 49 338 |
| 3d - Provisions pour sinistres à payer (Non Vie) | 126 081 | 129 899 | 129 899 |
| 3i - Autres provisions techniques (Non Vie) | 0 | 0 | 0 |
| 4 - Provisions techniques des contrats en unité de compte | 0 | 0 | 0 |
| 5 - Provisions pour risques et charges | 693 | 542 | 542 |
| 6 - Dettes pour dépôts en espèces reçues des cessionnaires | 0 | 0 | 0 |
| 7 - Autres dettes | 43 127 | 71 448 | 49 517 |
| 7a - Dettes nées d'opérations d'assurance directe | 3 582 | 3 776 | 3 776 |
| 7b - Dettes nées d'opérations de réassurance | 22 261 | 21 832 | 21 832 |
| 7d - Dettes envers des établissements de crédit | 2 742 | 2 555 | 2 555 |
| 7e - Autres dettes | | | 0 |
| 7eb - Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus | 267 | 269 | 269 |
| 7ec - Personnel | 5 172 | 5 214 | 5 214 |
| 7ed - Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques | 5 110 | 4 613 | 4 613 |
| 7ee - Créanciers ou créditeurs divers | 3 993 | 33 189 | 11 258 |
| 8 - Comptes de régularisation - Passif | 3 346 | 3 108 | 3 108 |
| Total du passif | 358 652 | 361 148 | 361 148 |

Compte de résultat au 31 décembre 2016

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

I - COMPTE DE RÉSULTAT TECHNIQUE DE L'ASSURANCE NON-VIE

| En milliers d'euros | 2016 | | | 2015 |
|---|-------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|
| | Opérations brutes | Cessions et rétrocessions | Opérations nettes | Opérations nettes |
| 1 - Primes acquises | 140 788 | 58 222 | 82 566 | 80 058 |
| 1a - Primes | 135 088 | 53 786 | 81 302 | 79 249 |
| 1b - Variations des primes non acquises | - 1 163 | | - 1 163 | - 1 244 |
| 2 - Produits des placements alloués | 4 701 | | 4 701 | 8 396 |
| 3 - Autres produits techniques | 3 097 | | 3 097 | 2 820 |
| 4 - Charges des sinistres | - 49 644 | - 9 893 | - 39 751 | - 39 332 |
| 4a - Prestations et frais payés | - 53 462 | - 8 159 | - 45 303 | - 43 936 |
| 4b - Charges des provisions pour sinistres | 3 818 | - 1 734 | 5 552 | 4 604 |
| 5 - Charges des autres provisions techniques | | | | 51 |
| 6 - Participations aux résultats | - 1 791 | - 7 000 | 5 209 | 4 586 |
| 7 - Frais d'acquisition et d'administration | - 27 483 | - 20 802 | - 6 681 | - 8 808 |
| 7a - Frais d'acquisition | - 19 011 | | - 19 011 | - 18 414 |
| 7b - Frais d'administration | - 8 472 | | - 8 472 | - 8 288 |
| 7c - Commissions de réassurance | | - 20 802 | 20 802 | 17 894 |
| 8 - Autres charges techniques | - 4 953 | | - 4 953 | - 3 798 |
| Résultat technique de l'assurance non-vie | 64 715 | 20 527 | 44 188 | 43 973 |

III - COMPTE DE RÉSULTAT NON TECHNIQUE

| | 2016 | 2015 |
|--|-----------------|-----------------|
| 1 - Résultat technique de l'assurance non-vie | 44 188 | 43 973 |
| 3 - Produits des placements | 12 218 | 18 463 |
| 3a - Revenus des placements | 7 475 | 8 139 |
| 3b - Autres produits des placements | 126 | 117 |
| 3c - Profits provenant de la réalisation de placements | 4 617 | 10 207 |
| 5 - Charges des placements | - 3 364 | - 3 727 |
| 5a - Frais de gestion int. et ext. des placmts et intérêts | - 903 | - 873 |
| 5b - autres charges des placements | - 1 197 | - 1 315 |
| 5c - Pertes provenant de la réalisation de placements | - 1 264 | - 1 539 |
| Produits de placements nets | 8 854 | 14 736 |
| 6 - Produits des placements transférés | - 4 701 | - 8 396 |
| 7 - Autres produits non techniques | | 36 |
| 8 - Autres charges non techniques | | - 1 |
| 9 - Résultat exceptionnel | - 2 654 | - 2 178 |
| 9a - Produits exceptionnels | 292 | 157 |
| 9b - Charges exceptionnelles | - 2 946 | - 2 335 |
| RESULTAT AVANT IMPÔTS | 45 687 | 48 170 |
| 10 - Participation des salariés | - 1 794 | - 1 913 |
| 11 - Impôts sur les bénéfices | - 15 803 | - 17 261 |
| 12 - Résultat de l'exercice | 28 090 | 28 996 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions suivantes :

- Le code des assurances, modifié par le décret n° 2015-513 du 7 mai 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II).
- Règlement ANC n°2015-11 du 26 novembre 2015 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et opérations de nature spécifique, modifié par le règlement ANC n°2016-12 du 12 décembre 2016.
- Règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement 2015-06 du 23 novembre 2015 concernant les actifs et les annexes, à défaut de dispositions spécifiques prévues au règlement ANC n°2015-11 du 26 novembre 2015.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

A effet du 1^{er} janvier 2016, les dispositions liées à la mise en place de Solvabilité 2 sont entrées en vigueur en vertu du décret 2015-513 du 7 mai 2015 pour les entreprises d'assurance et de réassurance régies par le Code des assurances. Ce décret est pris en application des articles créés par l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 et comprend les mesures réglementaires nécessaires à la transposition dans le droit français de la Directive européenne 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance à Solvabilité 2. Il met en cohérence les dispositions comptables avec les dispositions législatives qui confient à l'Autorité des Normes Comptables (ANC) la définition des prescriptions applicables à la comptabilité en normes sociales des opérations d'assurance et de réassurance.

Les dispositions législatives et réglementaires de nature comptable ont été regroupées au titre IV du livre III du Code des assurances sauf particularité.

Les dispositions comptables portant sur les comptes annuels des entreprises d'assurance ont été transférées dans le règlement ANC n° 2015-11 du 26 novembre 2015 homologué par arrêté du 28 décembre 2015 et modifié par le règlement ANC n° 2016-12 du 12 décembre 2016. Ce transfert a été réalisé à prescription comptable constante à quelques adaptations concernant la suppression du mécanisme de la réserve de capitalisation.

A défaut de dispositions spécifiques prévues par le règlement ANC n° 2015-11 du 26 novembre 2015, le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015 concernant les actifs et les annexes, est applicable.

RÉSERVE DE CAPITALISATION

L'article 19 du décret 2015-513 du 7 mai 2015 met fin au mécanisme de la réserve de capitalisation. Le montant de cette réserve au 31 décembre 2015 a fait l'objet d'une résolution à l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2016 qui l'affecte au poste « autres réserves » à effet du 1^{er} janvier 2016.

RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La présentation du bilan et du compte de résultat a été établie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2015-11 du 26 novembre 2015.

Les postes de l'actif du bilan figurent pour leur montant net. Le détail des montants bruts et des amortissements ou provisions est indiqué dans la présente annexe. Les placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation sont présentés distinctement des autres placements.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Assistance Protection Juridique réalise son activité exclusivement sur le territoire français.

Les charges à payer et produits à recevoir sont rattachés aux postes principaux du bilan.

Le résultat de l'exercice est inscrit au bilan dans le poste des capitaux propres.

Le compte de résultat présente dans deux tableaux distincts les comptes relatifs aux opérations d'assurance non-vie et ceux relatifs aux opérations non techniques.

Les charges et les produits sont présentés en liste. Les frais de gestion sont présentés par destination.

PRIMES

Les primes émises correspondent aux primes émises sur l'exercice, nettes d'annulations et de ristournes ainsi que de la variation des primes à annuler et des primes acquises non émises.

Les primes acquises comprennent les primes émises de l'exercice, nettes de la variation de la provision pour primes non acquises.

PROVISION POUR PRIMES NON ACQUISES

Conformément aux dispositions de l'article R.343-7.2° du code des assurances et à l'article 143-5 du règlement ANC n° 2015-11, la provision pour primes non acquises constate, pour l'ensemble des contrats en cours, prorata temporis, la part des primes émises et restant à émettre qui se rapporte à la période comprise entre la date d'inventaire et la prochaine échéance de prime ou à défaut le terme du contrat.

Elle intègre, pour les contrats prévoyant un délai de carence, la quote-part correspondant à la prorogation de garantie en fin de contrat prévue contractuellement par le délai de carence.

PROVISION POUR RISQUES EN COURS

La provision pour risques en cours, définie à l'article R.343-7.3° du code des assurances, complète la provision pour primes non acquises, afin de couvrir les charges de sinistres et les frais d'acquisition et d'administration afférents aux contrats, pour la période qui s'écoule entre la date d'inventaire et la première échéance de prime ou le terme du contrat, quand ces coûts excèdent la provision pour primes non acquises.

Le calcul est effectué séparément pour chacun des produits d'assurance homogènes, selon des méthodes statistiques.

Aucune provision n'a été constituée à ce titre en 2016.

SINISTRES

Les prestations et frais payés correspondent aux sinistres réglés, nets des recours encaissés de l'exercice. Ils incluent également les autres frais de gestion des sinistres et de règlement des prestations.

Conformément à l'article R.343-7.4° du code des assurances, les provisions pour sinistres à payer correspondent à la valeur estimative des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, nécessaires au règlement de tous les sinistres survenus et non encore payés.

Elles intègrent les provisions dossier par dossier, les provisions pour sinistres non connus, les provisions pour recours à encaisser et les provisions pour frais de gestion.

RÉASSURANCE

Cessions

Les cessions en réassurance sont comptabilisées dans l'exercice conformément aux clauses des traités.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

FRAIS D'ACQUISITION DE L'EXERCICE

Conformément à l'article 151-1 du règlement ANC n° 2015-11, les frais d'acquisition reportés inscrits à l'actif du bilan correspondent à la fraction non imputable à l'exercice des frais d'acquisition constatés en charge de l'exercice. Ils sont déterminés par application sur le montant des primes non acquises, du rapport entre les frais d'acquisition constatés en charges et les primes émises.

Le montant des frais ainsi reportés est amorti linéairement sur la durée restant à courir des contrats correspondants et au maximum sur cinq exercices.

PLACEMENTS

PLACEMENTS IMMOBILIERS

Les terrains, immeubles et parts de sociétés immobilières non cotées sont inscrits à leur valeur d'acquisition, augmentée des travaux de construction et d'aménagement (à l'exclusion des travaux d'entretien proprement dits).

Les frais d'acquisition sont portés en charges de l'exercice.

Le cas échéant, les charges financières liées au financement des immeubles ne sont pas incorporées au prix de revient des immeubles.

Conformément à la réglementation sur les actifs (règlements CRC n°2002-10 et CRC n°2004-06 abrogés et repris dans le règlement ANC n°2014-03, lui-même modifié par le règlement ANC n°2015-06), les immeubles ont été répartis en composants. Chaque élément ainsi défini est comptabilisé séparément à l'actif et fait l'objet d'un plan d'amortissement linéaire propre.

Quatre composants sont identifiés. Leur répartition en poids et durée d'amortissement est déterminée à partir des données techniques de la Direction Immobilière.

Elle se présente comme suit :

| COMPOSANTS | POIDS DES COMPOSANTS (*) | | AMORTISSEMENTS | |
|-----------------------------|--------------------------|---------|----------------|---------|
| | HAUSSMANNIEN | RECENT | DUREE | TAUX |
| P1 Structure | 47,67 % | 45,00 % | 100 ans | 1,00 % |
| P2 Clos et couvert | 14,82 % | 19,97 % | 40 ans | 2,50 % |
| P3 Installations techniques | 13,24 % | 18,24 % | 27 ans | 3,70 % |
| P4a Second œuvre | 24,27 % | 16,79 % | 23 ans | 4,35 % |
| P4b Réfection appartements | | | 10 ans | 10,00 % |

(*) *Assistance Protection Juridique ne détient que des immeubles de type « Haussmannien »*

Conformément aux dispositions comptables applicables, la méthode des composants a été mise en œuvre au 1^{er} janvier 2005 de manière prospective.

Les valeurs nettes comptables au 1^{er} janvier 2005 ont ainsi été affectées aux composants identifiés, sans recalculer les amortissements antérieurs. Les dotations aux amortissements, sur les immeubles acquis avant l'exercice 2005, sont donc calculées par rapport à la durée résiduelle des composants appréciée à cette date.

La valeur de réalisation des immeubles est déterminée sur la base de la valeur d'expertise quinquennale effectuée par un expert accepté par l'ACPR ou, entre deux expertises, à l'actualisation annuelle certifiée par un expert agréé.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Les parts des sociétés immobilières ou foncières non cotées sont évaluées sur la base de leur actif net réévalué, compte tenu de la valorisation de leur patrimoine immobilier expertisé chaque année.

Lorsqu'une moins-value latente est constatée, une provision pour dépréciation est constituée selon les modalités suivantes :

- Pour les biens détenus sur une courte période ou destinés à être vendus à court terme, la provision est calculée sur la base de la valeur vénale (valeur de réalisation telle qu'elle ressort de l'expertise obligatoire ou prix inscrit dans un éventuel compromis de vente) ;
- Pour les biens destinés à être détenus de façon durable, une provision est constituée par référence à leur valeur recouvrable (valeur patrimoniale ou valeur actuelle des avantages économiques futurs, compte tenu de l'appréciation qualitative et de l'analyse financière du bien sur la période probable de détention), lorsque cette valeur est notablement inférieure à la valeur nette comptable.

VALEURS AMORTISSABLES

Les valeurs amortissables visées aux articles R.343-9 ou R.343-10 du code des assurances sont inscrites à leur prix d'achat hors intérêt couru. Si leur valeur de remboursement est différente de leur valeur d'achat, la différence est rapportée sur la durée de vie résiduelle des titres, conformément aux dispositions de l'article 122-1 du règlement ANC n°2015-11.

Leur valeur de réalisation en fin d'exercice est déterminée selon les règles définies par l'article R.343-11 du code des assurances et correspond :

- pour les titres cotés, au dernier cours connu au jour de l'inventaire ;
- pour les titres non cotés, à leur valeur vénale, qui correspond au prix qui en serait obtenu dans des conditions normales de marché et en fonction de leur utilité pour l'entreprise.

Le seul constat d'une moins-value latente par rapport à la valeur de réalisation n'est pas nécessairement la preuve d'une dépréciation. Le risque de dépréciation est analysé comme suit.

- Pour les valeurs amortissables qui relèvent de l'article R.343-9 du code des assurances, une provision pour dépréciation est constituée ligne à ligne, s'il existe un risque de crédit avéré, conformément aux dispositions des articles 123-1 à -3 du règlement ANC n°2015-11. Constituent notamment des indications objectives de risque de crédit avéré :

- > le risque ou la survenance d'un défaut de paiement des intérêts ou du principal ;
- > une probabilité de procédure collective ou de restructuration financière de l'émetteur ;
- > la disparition d'un marché actif ;
- > associés à d'autres événements, les constats d'une dégradation significative de la notation de l'émetteur (passage en « spéculatif » ou notation équivalente) ou d'une moins-value latente significative dans un contexte de baisse de taux.

- Pour les valeurs amortissables qui relèvent de l'article R.343-10 du code des assurances, et conformément aux dispositions de l'article 123-7 du règlement ANC n°2015-11, les modalités de provisionnement ligne à ligne suivantes sont retenues :

- > si l'entreprise a la capacité et l'intention de détenir le placement jusqu'à sa maturité, seul le risque de crédit avéré est provisionné ;
- > si l'entreprise n'a pas la capacité ou l'intention de détenir le titre jusqu'à sa maturité, la provision est calculée en analysant l'ensemble des risques identifiés sur l'horizon de détention prévu, selon les mêmes modalités que les autres placements relevant de l'article R.343-10 du code des assurances.

Au 31 décembre 2016, aucun titre amortissable n'a donné lieu à provision pour dépréciation.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

AUTRES PLACEMENTS (HORS VALEURS AMORTISSABLES)

Les autres placements (hors valeurs amortissables) visés à l'article R.343-10 du code des assurances sont inscrits à leur prix d'achat hors intérêt couru.

Leur valeur de réalisation en fin d'exercice est déterminée selon les règles définies par l'article R.343-11 du code des assurances et correspond :

- pour les titres cotés, au dernier cours connu au jour de l'inventaire ;
- pour les titres non cotés, à leur valeur vénale, qui correspond au prix qui en serait obtenu dans des conditions normales de marché et en fonction de leur utilité pour l'entreprise ;
- pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds communs de placement, au dernier prix de rachat publié au jour de l'inventaire.

Il est constitué une provision pour dépréciation, si la valeur de réalisation fait apparaître une moins-value latente à caractère durable.

Le caractère durable de la moins-value latente est présumé dans les cas suivants :

- il existait d'ores et déjà une provision pour dépréciation sur cette ligne de placement à l'arrêté précédent ;
- s'agissant d'un placement non immobilier, le placement a été constamment en situation de moins-value latente significative au regard de sa valeur comptable sur la période de six mois consécutifs précédant l'arrêté des comptes ;
- il existe des indices objectifs permettant de juger que, dans un avenir prévisible, l'entreprise ne pourra recouvrer tout ou partie de la valeur historique du placement (notamment : baisse significative des indicateurs du marché ou du secteur d'activité, évolution défavorable des indicateurs d'analyse fondamentaux du placement, difficultés de cession du placement, existence d'un risque de crédit avéré).

Le critère de moins-value significative sur une longue période peut être généralement défini, pour les actions françaises, en fonction de la volatilité constatée, soit 20 % de la valeur comptable, sur six mois consécutifs, lorsque les marchés sont peu volatils, ce critère étant porté à 30 % lorsque les marchés sont volatils. La volatilité des marchés observée au cours de l'exercice nous conduit à retenir un taux de 20 % à la clôture 2016. Il vaut également, sauf exceptions, pour les actions européennes. Ce critère est adapté, pour les autres titres, aux caractéristiques des placements concernés, notamment pour ce qui concerne les OPCVM et les valeurs non européennes.

Au-delà de cette présomption de dépréciation, les titres présentant une moins-value latente significative observée en date de clôture, de 50 % par rapport à la valeur comptable, ont fait l'objet d'un examen particulier. En présence d'une dépréciation intrinsèque au titre et non liée à la baisse générale des marchés financiers ou du secteur économique, une provision est constituée sur la base de la valeur d'inventaire.

La valeur d'inventaire des placements est déterminée en prenant en compte l'intention et la capacité de l'entreprise à détenir les placements pendant une durée de détention déterminée. Les titres font l'objet d'une provision :

- sur la base de la valeur de marché à la clôture de l'exercice, lorsque l'entreprise n'a pas la capacité ou l'intention de détenir durablement ce placement ;
- sur la base d'une valeur recouvrable à l'horizon de détention envisagé.

L'entreprise n'a pas utilisé d'estimation de valeurs recouvrables pour déterminer la valeur d'inventaire des placements. En conséquence, les titres présumés dépréciés font l'objet le cas échéant d'une provision pour dépréciation sur la base de la valeur de marché à la clôture de l'exercice.

Au 31 décembre 2016, aucun titre n'a donné lieu à provision pour dépréciation.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Font partie de ces autres placements (hors valeurs amortissables) :

- les obligations convertibles en actions dont le taux actuariel à l'achat est négatif, pour lesquelles l'entreprise a retenu l'option, prévue à l'article R.343-9 du code des assurances et à l'article 121-9 du règlement ANC n°2015-11, d'une comptabilisation selon les modalités de l'article R.343-10 du code des assurances ;
- les titres perpétuels « callable », qui sont classés par l'entreprise comme relevant de l'article R.343-10 du code des assurances.

PROVISION POUR RISQUE D'EXIGIBILITÉ DES ENGAGEMENTS TECHNIQUES

Conformément à l'article R.343-5 du code des assurances, une provision pour risque d'exigibilité est constituée lorsque les placements mentionnés à l'article R.343-10 du code des assurances, à l'exception des valeurs amortissables que l'entreprise d'assurance a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur maturité, se trouvent en situation de moins-value latente nette globale.

La moins-value latente prise en compte dans le calcul de la provision pour risque d'exigibilité est déterminée à partir d'un cours moyen sur le mois précédant l'inventaire.

Lorsque l'entreprise, avant dotation à la provision pour risque d'exigibilité, satisfait à la représentation de ses engagements réglementés et à la couverture de l'exigence minimale de marge de solvabilité, la dotation annuelle à la provision pour risque d'exigibilité est égale au tiers du montant de la moins-value latente nette globale.

L'article R.343-6 du code des assurances autorise sur option l'étalement de cette dotation sur la durée des passifs sans pouvoir excéder une période maximale de 8 ans.

Aucune provision n'a été constituée à ce titre en 2016.

PRODUITS ET CHARGES DES PLACEMENTS

Les revenus financiers comprennent les revenus des placements acquis à l'exercice (loyers, dividendes, coupons, intérêts des prêts).

Les autres produits des placements comprennent les écarts positifs de l'exercice sur les prix de remboursement des obligations à percevoir ainsi que les reprises de provisions pour dépréciation des placements.

Les frais de gestion des placements correspondent aux coûts de la gestion interne des placements financiers et aux charges de gestion des immeubles de placements.

Les autres charges des placements comprennent les écarts négatifs de l'exercice sur les prix de remboursement des obligations à percevoir, les frais d'acquisition des terrains et constructions, ainsi que les dotations aux amortissements et aux provisions des placements.

Les plus ou moins values sur cessions de valeurs mobilières sont déterminées en appliquant la méthode du premier entré / premier sorti (FIFO) et constatées dans le résultat de l'exercice.

Les produits et charges de placements sont enregistrés dans le compte de résultat non technique. La quote-part de ces produits nets relative aux provisions techniques fait l'objet d'un transfert du compte non technique vers le compte technique.

Cette quote-part est déterminée selon la formule réglementaire donnée à l'article 337-11 du règlement ANC n° 2015-11.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TRÉSORERIE

Les contrats de couverture de change à terme sont comptabilisés en hors bilan comme des engagements réciproques de dettes et de créances.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Le gain ou la perte de change dégagé lors du dénouement de l'opération est enregistré dans les comptes de produits ou de pertes de change réalisés.

Aucun contrat de couverture n'a été enregistré en 2016.

FRAIS DE GESTION ET COMMISSIONS

Les frais de gestion (et les commissions versées) liés à l'activité d'assurance sont enregistrés selon leur nature. Ils sont ensuite classés pour la présentation des comptes selon leur destination, par imputation directe ou par application de clés de répartition. Ces clés sont déterminées analytiquement au regard de la structure et de l'organisation interne de la société.

Le classement des charges de gestion s'effectue dans les six destinations suivantes :

- les frais de règlement des sinistres, qui incluent notamment les frais des services règlement ou exposés à leur profit ainsi que les frais de contentieux liés aux sinistres ;
- les frais d'acquisition, qui incluent notamment les commissions d'acquisition, les frais des réseaux commerciaux et des services chargés de l'établissement des contrats, de la publicité, du marketing, ou exposés à leur profit ;
- les frais d'administration, qui incluent notamment les commissions d'apertion, de gestion et d'encaissement, les frais des services chargés du « terme », de la surveillance du portefeuille ;
- les charges des placements, qui incluent notamment les frais des services de gestion des placements, y compris les honoraires, commissions et courtages versés ;
- les autres charges techniques, qui regroupent les charges ne pouvant être affectées ni directement, ni par application d'une clé à l'une des autres destinations, notamment les charges de Direction Générale ;
- les charges non techniques, qui regroupent les charges n'ayant pas de lien technique avec l'assurance.

ACTIFS INCORPORELS

LOGICIELS

Les logiciels acquis sont enregistrés parmi les actifs incorporels à leur valeur d'acquisition.

Les logiciels créés remplissant les critères d'immobilisation sont quant à eux enregistrés parmi les actifs incorporels pour leurs coûts de développement.

Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur 1 à 2 ans.

FONDS DE COMMERCE D'ASSURANCE

Les fonds de commerce d'assurance non-vie résultent de l'acquisition en 2009 des portefeuilles de protection juridique des particuliers et des professionnels distribués par les réseaux de la marque MAAF, dans le cadre d'opérations de transferts.

Les valeurs de portefeuilles d'assurance IARD, qui les composent, sont constitutives d'actifs incorporels identifiables, enregistrés à leur coût d'acquisition.

Compte tenu de l'absence de limite juridique ou contractuelle à l'utilisation de ces portefeuilles d'assurance acquis, de leur assimilation aux autres portefeuilles de la société, et de la capacité et de l'intention de la société de poursuivre leur développement, elles sont considérées comme ayant une durée d'utilisation non limitée, conformément aux dispositions du règlement ANC n°2015-06 (article 214-2).

Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indices de perte de valeur, c'est-à-dire d'éléments significatifs intervenus sur les portefeuilles pris isolément.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

ACTIFS CORPORELS

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués en fonction de la durée de vie prévue, selon le mode linéaire, ou selon le mode dégressif, à savoir :

| | | |
|--|------------------------------|-----------|
| Matériel informatique | <i>linéaire ou dégressif</i> | 3 à 5 ans |
| Matériel de bureau | <i>linéaire ou dégressif</i> | 3 à 5 ans |
| Installations générales, agencement, aménagements divers | <i>linéaire</i> | 8 ans |
| Mobilier de bureau | <i>linéaire</i> | 10 ans |

A la clôture de l'exercice, lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur un actif immobilisé, la valeur nette comptable de cet actif est comparée à sa valeur actuelle, et la perte de valeur éventuelle est enregistrée en provision pour dépréciation.

CRÉANCES

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale de remboursement (coût historique).

Lorsqu'à la clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

DIFFÉRENCES DE CONVERSION / OPÉRATIONS EN DEVISES / RÉSULTAT DE CHANGE

Conformément aux dispositions des articles 240-1 à 244-3 du règlement ANC n°2015-11, le traitement comptable des opérations libellées en devises étrangères respecte les principes suivants :

- à l'inventaire, les comptes en devises sont convertis en euros au cours de change au comptant à la date de clôture des comptes ou à la date antérieure la plus proche ;
- les différences de conversion sur les positions de change opérationnelles sont constatées en résultat de change ;
- les différences de conversion sur les positions de change structurelles sont constatées au bilan.

RÉSERVE DE CAPITALISATION

L'article 19 du décret n°2015-513 du 7 mai 2015 a mis fin au mécanisme de la réserve de capitalisation pour les entreprises d'assurance non-vie.

IMPÔTS

L'impôt enregistré au compte de résultat correspond à l'impôt payable au titre de l'exercice en application des règles fiscales en vigueur.

INTÉGRATION FISCALE

La SGAM Covéa a opté, depuis le 1^{er} janvier 2008, pour le régime de groupe fiscal prévu à l'article 223 A du Code général des impôts.

Le groupe fiscal comprend :

- la SGAM Covéa, société mère intégrante, en qualité de société combinante des comptes du groupe Covéa ;
- tous les organismes sans capital liés par un lien de combinaison à l'entité combinante, qui sont membres du périmètre de combinaison comptable et imposables à l'impôt sur les sociétés de droit commun ;
- les sociétés de capitaux détenues à hauteur d'au moins 95 %, directement ou indirectement, par la SGAM

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

ou les organismes sans capital précités, qui sont imposables à l'impôt sur les sociétés de droit commun et qui ont donné leur accord pour faire partie du groupe fiscal.

Assistance Protection Juridique fait partie du groupe fiscal dont la SGAM Covéa est la société mère intégrante.

Les termes de la convention régissant les relations des membres du groupe fiscal ont prévu le principe d'une réallocation totale des économies d'impôt sur les sociétés générées par le mécanisme d'intégration fiscale entre la SGAM Covéa et ses filles. La réallocation est plafonnée en fonction de l'économie globale effectivement réalisée par la SGAM Covéa.

Ainsi, à son niveau, chaque fille constate, au titre de chaque exercice, d'une part sa charge d'impôt calculée à partir de son résultat fiscal comme si elle était imposée séparément, d'autre part les réallocations fiscales qui lui sont dues par la SGAM Covéa.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Assistance Protection Juridique applique la méthode de l'impôt exigible dans ses comptes individuels.

En conséquence, aucun impôt différé n'est calculé au titre des différences temporaires résultant des divergences entre les valeurs comptables et fiscales de certains actifs et passifs.

CICE

Le CICE, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, a été créé par l'article 66 de la loi de finance rectificative n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 et a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Son assiette est constituée des rémunérations brutes soumises aux cotisations sociales, versées au cours de l'année civile, dans la limite de 2,5 SMIC, calculées sur la base de la durée légale du travail. Son montant correspond à 6 % de cette assiette.

Conformément à l'avis du Collège de l'Autorité des Normes Comptables publié le 28 février 2013, il est enregistré au crédit d'un sous-compte dédié du compte « Charges de personnel ».

Le CICE est imputé sur l'impôt sur les sociétés au moment du paiement du solde de celui-ci.

L'utilisation de ce crédit d'impôt, conformément à son objectif de financement en matière de recherche, d'innovation, de formation, de prospection de nouveaux marchés, de recrutement, de transition écologique et énergétique, a fait l'objet d'une information au comité d'établissement d'Assistance Protection Juridique (article L2323-12 du code du travail).

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES ET AVANTAGES SIMILAIRES

Les engagements sociaux de l'entreprise recouvrent les indemnités de fin de carrière, les médailles du travail et les congés anniversaires.

INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Les indemnités de fin de carrière donnent lieu à une évaluation actuarielle intégrant les principales hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation : taux iBoxx AA 10 et + ;
- table de mortalité : table INSEE 2012-2014 par sexe ;
- taux de progression des salaires ;
- taux de turn-over par classe d'âge.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

MÉDAILLES DU TRAVAIL

Selon les dispositions de l'avis CRC n°2004-05 du 25 mars 2004, reprises dans la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 (annexe 1 - section 1 - paragraphe 11), les prestations versées pendant la durée de vie active des salariés, comme les médailles du travail, ne sont pas assimilées à des engagements de retraite.

Les engagements à verser aux salariés en activité au titre des médailles du travail sont comptabilisés sous forme de provisions au sens de l'article 321-1 du règlement ANC n°2014-03, à hauteur de leur évaluation actuarielle. A ce titre, les dispositions appliquées sont celles de la section 7 de l'annexe de la recommandation CNC n°2003-R-01 du 1^{er} avril 2003, sur renvoi de la recommandation ANC n°2013-02.

COMPTES COMBINÉS

Les comptes d'Assistance Protection Juridique sont inclus dans les comptes combinés de Covéa SGAM, Société de Groupe d'Assurance Mutuelle, 86-90 rue Saint-Lazare, 75009 PARIS, par la méthode d'intégration globale.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Notes sur le bilan

Actifs incorporels - Mouvements de l'exercice

En milliers d'euros

| Valeurs brutes | 01/01/2016 | Acquisitions | Cessions | 31/12/2016 |
|--|---------------|--------------|-----------|---------------|
| Fonds de commerce d'assurance | 21 220 | 0 | 0 | 21 220 |
| Autres immobilisations incorporelles (logiciels) | 78 | 38 | 24 | 92 |
| Total | 21 298 | 38 | 24 | 21 312 |

| Amortissements | 01/01/2016 | Dotations amortissements | Diminutions amortissements | 31/12/2016 |
|--|------------|--------------------------|----------------------------|------------|
| Fonds de commerce d'assurance | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles (logiciels) | 78 | 8 | 23 | 63 |

| Provisions | 01/01/2016 | Dotations provisions | Diminutions provisions | 31/12/2016 |
|--|------------|----------------------|------------------------|------------|
| Fonds de commerce d'assurance | 9 210 | 2 946 | 0 | 12 156 |
| Autres immobilisations incorporelles (logiciels) | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Montants nets | à fin 2015 | à fin 2016 |
|--|---------------|--------------|
| Fonds commercial | 12 010 | 9 064 |
| Autres immobilisations incorporelles (logiciels) | 0 | 30 |
| Total | 12 010 | 9 094 |

Terrains, constructions et parts de Sociétés immobilières - Mouvements de l'exercice

En milliers d'euros

| Valeurs brutes | 01/01/2016 | Retraitement | Acquisitions | Cessions | 31/12/2016 |
|----------------------------------|---------------|--------------|--------------|------------|---------------|
| Terrains bâtis | 2 091 | | | | 2 091 |
| Immeuble structure | 2 754 | | | | 2 754 |
| Clos et couverts | 913 | | 11 | | 924 |
| Installations techniques | 2 020 | | 10 | | 2 030 |
| Aménagements intérieurs | 3 385 | | 22 | | 3 407 |
| Réfection appartements | 38 | | | | 38 |
| Parts de SCI non cotées | 200 | | | | 200 |
| Parts de SAS immobilières | 2 782 | | | | 2 782 |
| Compte courant de SCI non cotées | 1 904 | | | 180 | 1 724 |
| Total | 16 087 | | 43 | 180 | 15 950 |

| Amortissements | 01/01/2016 | Dotations amortissements | Diminutions | 31/12/2016 |
|--------------------------|--------------|--------------------------|-------------|--------------|
| Immeuble structure | 863 | 28 | | 891 |
| Clos et couverts | 412 | 23 | | 435 |
| Installations techniques | 1 364 | 75 | | 1 439 |
| Aménagements intérieurs | 2 675 | 151 | | 2 826 |
| Réfection appartements | 13 | 4 | | 17 |
| Total | 5 327 | 281 | 0 | 5 608 |

| Montants nets | à fin 2015 | à fin 2016 |
|----------------------------------|---------------|---------------|
| Terrains bâtis | 2 091 | 2 091 |
| Immeuble structure | 1 891 | 1 863 |
| Clos et couverts | 501 | 489 |
| Installations techniques | 656 | 591 |
| Aménagements intérieurs | 710 | 581 |
| Réfection appartements | 25 | 21 |
| Parts de SCI non cotées | 200 | 200 |
| Parts de SAS immobilières | 2 782 | 2 782 |
| Compte courant de SCI non cotées | 1 904 | 1 724 |
| Compte courant de SCI non cotées | 2 321 | 1 904 |
| Total | 10 760 | 10 342 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Placements dans les entreprises liées et avec un lien de participation - Mouvements de l'exercice

En milliers d'euros

| Valeurs brutes | 01/01/2016 | Acquisitions | Cessions | 31/12/2016 |
|--|------------|--------------|------------|------------|
| Entreprises liées | | | | |
| Actions et titres non cotés | 1 | 0 | 1 | 0 |
| Créances pour espèces déposées auprès des cédantes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Entreprises avec lien de participation | | | | |
| Actions et titres cotés | 634 | 0 | 634 | 0 |
| Total | 635 | 0 | 635 | 0 |

Autres placements - Mouvements de l'exercice

En milliers d'euros

| Valeurs brutes | 01/01/2016 | Acquisitions | Cessions | 31/12/2016 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Actions et autres titres à revenu variable | 72 810 | 155 127 | 153 706 | 74 231 |
| Obligations, TCN, autres titres à revenu fixe * | 200 373 | 29 023 | 44 859 | 184 537 |
| Total | 273 183 | 184 150 | 198 565 | 258 768 |

* écart avec montant du bilan, 251 milliers d'euros de correction de valeur sur emprunts indexés

| Provisions | 01/01/2015 | Dotations provisions | Diminutions provisions | 31/12/2015 |
|---|------------|----------------------|------------------------|------------|
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Obligations, TCN, autres titres à revenu fixe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Valeurs nettes | 01/01/2016 | 31/12/2016 |
|---|----------------|----------------|
| Actions et autres titres à revenu variable | 72 810 | 74 231 |
| Obligations, TCN, autres titres à revenu fixe * | 200 373 | 184 537 |
| Total | 273 183 | 258 768 |

* écart avec montant du bilan, 251 milliers d'euros de correction de valeur sur emprunts indexés

Créances

En milliers d'euros

| | Jusqu'à un an | de 1 à 5 ans | + 5 ans | Total |
|---|---------------|--------------|---------|---------------|
| 6a - Créances nées d'opérations d'assurance directe | | | | |
| 6aa - Primes à annuler | - 748 | - 255 | | - 1 003 |
| 6aa - Primes acquises non émises | 2 572 | | | 2 572 |
| 6ab - Autres créances nées d'opérations d'assurance directe | 28 239 | 376 | | 28 615 |
| 6b - Créances nées d'opérations de réassurance | | | | |
| 6c - Autres créances | 1 896 | | | 1 896 |
| Total | 31 959 | 121 | | 32 080 |

Comptes de régularisation actif

En milliers d'euros

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|---------------|---------------|
| 8a - Coupons courus | 2 424 | 2 728 |
| 8b - Frais d'acquisition reportés | 7 145 | 7 052 |
| 8c - Autres comptes de régularisation | | |
| Diff. sur les prix de remboursement à percevoir | 408 | 351 |
| Autres comptes de régularisation | | |
| Charges payées d'avance | 45 | 41 |
| Total | 10 022 | 10 172 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Détail des charges payées d'avance

En milliers d'euros

| | 31/12/2016 |
|-------------------------------------|------------|
| Loyers | |
| Gestion des sinistres marque MMA | 5 |
| Gestion des sinistres marque MAAF | 5 |
| Locations mobilières & Maintenances | 12 |
| Documentation et abonnements divers | 20 |
| Divers | 3 |
| Total | 45 |

Actifs et passifs en devises

En milliers

| | Actifs en devises | Contre-valeur euro | Dont pertes et profits latents sur titres | Passif en devises |
|----------------------|-------------------|--------------------|--|----------------------|
| Francs suisses | 5 | 4 | | |
| Livre sterling | 1 429 | 1 669 | 25 | |
| Couronne Danoise | 2 295 | 309 | 1 | |
| Couronne Norvégienne | 5 | 1 | | |
| Dollar US | 3 649 | 3 462 | 126 | |
| Dollar CA | 270 | 175 | 3 | |
| Total | | 5 620 | 155 | |

Opérations de couverture 2016

Néant.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Capital social

Le capital social est composé de 438 613 actions ordinaires de 16 euros de nominal, entièrement libérées.

En milliers d'euros

| Variation des capitaux propres | 31/12/2015 après affect. résultat | Augmentation | Diminution | 31/12/2016 | après proposition affect. résultat |
|--------------------------------|---|---------------|------------|----------------|--|
| Capital | 7 018 | | | 7 018 | 7 018 |
| Primes liées au capital social | 3 257 | | | 3 257 | 3 257 |
| Autres réserves | 6 180 | | | 6 181 | 6 181 |
| Report à nouveau | 90 358 | | | 90 358 | 97 395 |
| Résultat 2016 | | 28 090 | | 28 090 | |
| Total | 106 813 | 28 090 | 0 | 134 904 | 113 851 |

pour mémoire : réserve de capitalisation, 5,7 M€ au 31/12/2015, intégralement portés en « autres réserves » au 01/01/2016

Composition de l'actionnariat

| Sociétés | Titres |
|--------------------|----------------|
| Covéa Coopérations | 438 602 |
| GMF Assurances | 11 |
| Total | 438 613 |

Provisions techniques brutes

En milliers d'euros

| Variation des provisions techniques brutes | 31/12/2015 passif | 31/12/2015 actif (*) | Net | 31/12/2016 passif | 31/12/2016 actif (*) | Net |
|--|----------------------|-------------------------|----------------|----------------------|-------------------------|----------------|
| Provisions pour primes non acquises | 49 338 | | 49 338 | 50 501 | | 50 501 |
| Provisions pour sinistres à payer | 140 547 | 21 325 | 119 222 | 137 327 | 23 059 | 114 268 |
| Prévisions de recours | - 10 648 | | - 10 648 | - 11 246 | | - 11 246 |
| Provisions pour risques en cours | 0 | | 0 | 0 | | 0 |
| Total | 179 237 | 21 325 | 157 912 | 176 582 | 23 059 | 153 523 |

* Part des cessionnaires

En application de l'article R 331-1 du Code des assurances, les provisions techniques doivent être suffisantes pour le règlement intégral des engagements vis-à-vis des assurés ou des bénéficiaires de contrats.

Evolution des provisions pour sinistres à l'ouverture (**)

En milliers d'euros

| | |
|--|---------------|
| Provisions pour sinistres externes inscrites au bilan d'ouverture APJ | 93 206 |
| Prestations payées sur l'exercice / sinistres survenus sur les ex. antérieurs | 20 363 |
| Provisions inscrites au bilan de clôture / sinistres survenus sur les ex. antérieurs | 57 597 |
| Total des exercices antérieurs APJ | 77 960 |
| Ecart | 15 246 |

** nette des prévisions de recours

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Evolution au cours des trois derniers exercices des règlements de sinistres effectués depuis l'exercice de survenance et de la provision pour sinistres à régler (hors frais de gestion)

En milliers d'euros

| Année d'inventaire | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 2014 | | | | | |
| Règlements nets de recours | 20 088 | 16 461 | 7 943 | | |
| Provisions | 13 012 | 19 410 | 33 750 | | |
| Total sinistres | 33 100 | 35 871 | 41 693 | | |
| Primes acquises | 113 626 | 119 023 | 128 114 | | |
| Pourcentage sinistres / primes | 29,13 % | 30,14 % | 32,54 % | | |
| 2015 | | | | | |
| Règlements nets de recours | 22 596 | 21 225 | 17 634 | 8 546 | |
| Provisions | 8 889 | 12 435 | 19 151 | 32 906 | |
| Total sinistres | 31 485 | 33 660 | 36 785 | 41 452 | |
| Primes acquises | 113 635 | 119 004 | 128 376 | 133 565 | |
| Pourcentage sinistres / primes | 27,71 % | 28,28 % | 28,65 % | 31,04 % | |
| 2016 | | | | | |
| Règlements nets de recours | 23 934 | 23 677 | 22 521 | 18 497 | 8 382 |
| Provisions | 5 776 | 7 836 | 11 874 | 19 154 | 31 820 |
| Total sinistres | 29 710 | 31 513 | 34 395 | 37 651 | 40 202 |
| Primes acquises | 113 645 | 119 015 | 128 336 | 133 940 | 140 421 |
| Pourcentage sinistres / primes | 26,14 % | 26,48 % | 26,80 % | 28,11 % | 28,63 % |

Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros

| Variation des Provisions pour risques et charges | 01/01/2016 | Augmentation | Reprise | 31/12/2016 |
|--|------------|--------------|------------|------------|
| Provisions pour charges | 511 | 675 | 511 | 675 |
| Provisions pour risques | 31 | 11 | 24 | 18 |
| Total | 542 | 686 | 535 | 693 |

Dettes

En milliers d'euros

| | Jusqu'à un an | de 1 à 5 ans | + 5 ans | Total |
|---|---------------|--------------|----------|---------------|
| 7a - Dettes nées d'opérations d'assurance directe | 3 521 | 61 | | 3 582 |
| 7b - Dettes nées d'opérations de réassurance | 22 261 | | | 22 261 |
| 7d - Dettes envers des établissements de crédit | 2 742 | | | 2 742 |
| 7e - Autres dettes | 14 278 | 264 | | 14 542 |
| Total | 42 802 | 325 | 0 | 43 127 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Comptes de régularisation Passif

| <i>En milliers d'euros</i> | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|--------------|--------------|
| Gestion immeuble à régulariser | 140 | 69 |
| Amortissement différence de prix de remb. des obligations | 3 015 | 2 782 |
| Provision chargement de gestion après rachat traité MAAF | 191 | 257 |
| Total | 3 346 | 3 108 |

Actifs et passifs se rapportant aux entreprises liées ou avec lien de participation

En milliers d'euros

| | Entreprises liées | | | Entreprises avec lien de participation | | |
|---|-------------------|--------------|--------|--|--------------|-----|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| Titres | | | | | | |
| 3b - Parts, actions | 0 | | 0 | 0 | | 0 |
| Créances | | | | | | |
| 5d - Part des cessionnaires dans les provisions sinistres | 23 059 | | 23 059 | | | |
| 6ab - Autres créances nées d'op. d'assurance directe | 19 | | 19 | | | |
| 6b - Créances nées d'opérations de réassurance | 0 | | 0 | | | |
| 6cc - Débiteurs divers | 1 595 | | 1 595 | | | |
| Dettes | | | | | | |
| 7a - Dettes nées d'opérations d'assurance directe | 156 | | 156 | | | |
| 7b - Dettes nées d'opérations de réassurance | 22 261 | | 22 261 | | | |
| 7ee - Créanciers divers | 3 309 | | 3 309 | | | |

Engagements hors bilan

Engagements donnés

- Engagements de retraite : 1 748 821 euros.

Les engagements de retraite correspondent aux indemnités de fin de carrière. Ils sont couverts par un fonds à hauteur de 348 150 euros (engagements reçus).

Les engagements de retraite nets s'élèvent à 1 400 671 euros au 31 décembre 2016.

Engagements reçus

- Fonds constitué en vue de financer les engagements de retraite : 348 150 euros.

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Notes sur les postes de résultat

Ventilation des primes brutes par zones géographiques

Les primes sont émises en France.

Prestations et frais payés

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 |
|---|---------------|---------------|
| Sinistres en principal | 31 987 | 31 442 |
| Recours | - 3 243 | - 3 181 |
| Autres frais de gestion des sinistres et de règlements de prestations | 24 718 | 23 431 |
| Total | 53 462 | 51 692 |

Commissions et participations bénéficiaires

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 |
|---|---------------|---------------|
| Commissions d'acquisition et d'administration | 14 428 | 13 512 |
| Participations bénéficiaires | 1 791 | 1 717 |
| Total | 16 219 | 15 229 |

Honoraires des commissaires aux comptes

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 |
|--|------|------|
| Honoraires enregistrés dans l'exercice * | 68 | 68 |
| <i>Dont frais facturés dans l'exercice</i> | 3 | 1 |

* Correspondant intégralement à la mission de contrôle légal des comptes

Ventilation des charges de personnel et effectif par catégorie

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 |
|--|---------------|---------------|
| Salaires (et accessoires de salaires) | 10 228 | 9 851 |
| Charges sociales (dont taxes/salaires) | 8 396 | 8 047 |
| Autres | 1 071 | 1 084 |
| Total des charges de personnel | 19 695 | 18 982 |
| Prestations refacturées | - 26 | - 70 |
| Total des charges de personnel nettes | 19 669 | 18 912 |
| Cadres | 183 | 187 |
| Non cadres | 92 | 68 |
| Effectif total au 31/12 | 275 | 255 |
| Effectif moyen sur l'année (en équivalent temps plein) | 261,7 | 248,7 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Produits et charges de placements

En milliers d'euros

| | 2016 | | 2015 |
|---|--|----------------|---------------|
| | Revenus / placements dans entreprises liées | Autres revenus | Total |
| PRODUITS | | | |
| 33a Revenus des participations | | 59 | 59 |
| 3a Revenus des placements immobiliers | | 1 462 | 1 462 |
| 3a Revenus dividendes des autres actions | | 1 060 | 1 060 |
| 3a Revenus des autres placements | | 4 894 | 4 894 |
| 3b Reprise provision risques et charges immobilier | | 23 | 23 |
| 3b Reprise Provision pour Dépréciation et PDD | | | |
| 3b Autres produits de placements | | 103 | 103 |
| 3c Réalisation des placements | 1 | 3 984 | 3 985 |
| 3c Profit de change réalisé | | 457 | 457 |
| 3c Profit de change latent | | 175 | 175 |
| 3c Reprise de réserve de capitalisation | | | 4 |
| 3 - Total produits | 1 | 12 217 | 12 218 |
| CHARGES | | | |
| 5a Frais financiers (commissions, honoraires, agios...) | | 449 | 449 |
| 5a Autres frais de gestion des placements | | 30 | 30 |
| 5a Charges sur placements immobiliers (hors amortissements) | | 424 | 424 |
| 5b Dotation aux amortissements sur placements immobiliers | | 281 | 281 |
| 5b Dotation provision risques et charges immobilier | | | 8 |
| 5b Autres charges de placements | | 916 | 916 |
| 5c Réalisation des placements | | 581 | 581 |
| 5c Dotation réserve de capitalisation | | | 105 |
| 5c Perte de change réalisée | | 663 | 663 |
| 5c Perte de change latente | | 20 | 20 |
| 5 - Total charges | | 3 364 | 3 364 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Charges exceptionnelles

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 |
|--|--------------|--------------|
| Dotation provision pour dépréciation Actif incorporels | 2 946 | 2 366 |
| Dotation / reprise provision pour litige en cours | - 13 | - 56 |
| Charges exceptionnelles comptes assurés | 4 | 4 |
| Autres charges exceptionnelles | 9 | 21 |
| Total | 2 946 | 2 335 |

Produits exceptionnels

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 |
|---|------------|------------|
| Chèques N-5 non débités | 35 | 34 |
| Reprise charges exercices précédents | 164 | 107 |
| Résultats procédures contre APJ | 5 | 2 |
| Régularisation taux de récupération de TVA 2015 | 73 | |
| Autres produits exceptionnels | 15 | 14 |
| Total | 292 | 157 |

Résultats de l'exercice et ventilation de l'impôt

| <i>En milliers d'euros</i> | Résultat avant Impôt | Impôt | Résultat net |
|-------------------------------|----------------------|---------------|---------------|
| Résultat courant | 48 341 | 15 702 | 32 639 |
| Résultat exceptionnel | - 2 654 | 101 | - 2 755 |
| TOTAL | 45 687 | 15 803 | 29 884 |
| Participation des salariés | | | 1 794 |
| Résultat de l'exercice | | | 28 090 |

Impôts différés

| <i>En milliers d'euros</i> | 2016 | 2015 |
|--|--------------|--------------|
| A. Actif (réintégrations donnant lieu à déductions ultérieures) | | |
| Participation des salariés aux fruits de l'expansion | 1 794 | 1 913 |
| Provision C3S et contribution additionnelle | 158 | 157 |
| Ecarts des valeurs liquidatives sur OPCVM | 5 074 | 7 709 |
| Ecarts des valeurs liquidatives sur OPCVM (IS 2017-18) | 1 269 | |
| Total base impôt différé actif | 8 295 | 9 779 |
| B. Passif (déductions donnant lieu à réintégrations ultérieures) | | |
| Ecarts des valeurs liquidatives sur OPCVM | | |
| Frais d'acquisition reportés | 7 145 | 7 052 |
| Plus-values sur OPE en sursis d'imposition - Groupe | | |
| Plus-values sur OPE en sursis d'imposition - Hors Groupe | 30 | 72 |
| Total base impôt différé passif | 7 175 | 7 124 |
| C. Calcul de l'impôt différé au taux de droit commun | | |
| Base impôt différé solde passif-actif | - 120 | - 2 655 |
| Impôt différé au taux réduit - 19,63 % | | |
| Impôt différé au taux de droit commun 34,43 % jusqu'en 2018 puis 28,92 % | - 106 | - 914 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Résultat technique non-vie par catégorie

En milliers d'euros

| | Protection juridique [CAT 29] | | | |
|--|----------------------------------|--------------|-----------------|-----------------|
| | Affaires directes | Acceptations | 2016 | 2015 |
| 1 Primes acquises | 140 788 | 0 | 140 788 | 133 844 |
| 1a Primes | 141 951 | | 141 951 | 135 088 |
| 1b Variations des primes non acquises | - 1 163 | | - 1 163 | - 1 244 |
| 2 Charges des prestations | - 49 644 | 0 | - 49 644 | - 49 061 |
| 2a Prestations et frais payés | - 53 462 | | - 53 462 | - 51 692 |
| 2b Charges des provisions pour prestations et diverses (dont PREC) | 3 818 | | 3 818 | 2 631 |
| Solde de souscription | 91 144 | 0 | 91 144 | 84 783 |
| 5 Frais d'acquisition | - 19 011 | | - 19 011 | - 18 414 |
| 6 Autres charges de gestion nettes des autres produits | - 10 328 | | - 10 328 | - 9 266 |
| Charges d'acquisition et de gestion nettes | - 29 339 | 0 | - 29 339 | - 27 680 |
| 7 Produits des placements | 4 701 | | 4 701 | 8 396 |
| 8 Participation aux résultats | - 1 791 | | - 1 791 | - 1 717 |
| Solde financier & PB | 2 910 | 0 | 2 910 | 6 679 |
| Part des réassureurs | | | | |
| - dans les primes acquises | - 58 222 | | - 58 222 | - 53 786 |
| - dans les prestations payées | 8 159 | | 8 159 | 7 756 |
| - dans les charges des provisions pour prestations à la clôture | 23 059 | | 23 059 | 21 325 |
| - dans les charges des provisions pour prestations à l'ouverture | - 21 325 | | - 21 325 | - 19 301 |
| - dans la participation aux résultats | 7 000 | | 7 000 | 6 303 |
| - commissions reçues des réassureurs | 20 802 | | 20 802 | 17 894 |
| Solde de réassurance | - 20 527 | 0 | - 20 527 | - 19 809 |
| Résultat technique | 44 188 | 0 | 44 188 | 43 973 |
| Hors compte : | | | | |
| Provisions pour primes non acquises à la clôture de l'exercice | 50 501 | 0 | 50 501 | 49 338 |
| Provisions pour primes non acquises à l'ouverture de l'exercice | 49 338 | 0 | 49 338 | 48 094 |
| Provisions pour sinistres à payer à la clôture de l'exercice | 126 081 | 0 | 126 081 | 129 899 |
| Provisions pour sinistres à payer à l'ouverture de l'exercice | 129 899 | 0 | 129 899 | 132 479 |
| Autres provisions techniques à la clôture de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres provisions techniques à l'ouverture de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 51 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

Etat récapitulatif des placements et IFT

I - Placements

(détail des postes 3 et 4 de l'actif)

| En milliers d'euros | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|---|--------------------------------|----------------|-----------------------|--------------------------------|----------------|-----------------------|
| | Valeur brute inscrite au bilan | Valeur nette | Valeur de réalisation | Valeur brute inscrite au bilan | Valeur nette | Valeur de réalisation |
| 1. Placements immobiliers et placements immobiliers en cours | 15 950 | 10 342 | 33 839 | 16 088 | 10 760 | 32 166 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM | 26 483 | 26 483 | 39 439 | 24 109 | 24 109 | 38 543 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3. Parts d'OPCVM (autres que celles visées en 4) | 25 902 | 25 902 | 43 714 | 26 256 | 26 256 | 45 122 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe | 22 151 | 22 151 | 22 151 | 23 081 | 23 081 | 23 083 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe | 184 233 | 181 876 | 199 218 | 200 373 | 198 178 | 214 689 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6. Prêts hypothécaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7. Autres prêts et effets assimilés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 8. Dépôts auprès des entreprises cédantes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9. Dépôts (autres que ceux visés au 8) et cautionnements en espèces et autres placements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont IFT stratégies d'invest. ou désinv. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies de rendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont Placements immobiliers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titres à revenu variable autres que des parts d'OPCVM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres OPCVM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 11. Autres IFT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IFT stratégies d'invest. ou désinv. | | | | | | |
| IFT anticipations de placements | | | | | | |
| IFT stratégies de rendement | | | | | | |
| IFT autres opération | | | | | | |
| 12. TOTAL (lignes 1 à 11) | 274 719 | 266 753 | 338 361 | 289 905 | 282 383 | 353 602 |
| Dont total des IFT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dont total des placements | 274 719 | 266 753 | 338 361 | 289 905 | 282 383 | 353 602 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

| En milliers d'euros | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|---|--------------------------------|----------------|-----------------------|--------------------------------|----------------|-----------------------|
| | Valeur brute inscrite au bilan | Valeur nette | Valeur de réalisation | Valeur brute inscrite au bilan | Valeur nette | Valeur de réalisation |
| a) dont : | | | | | | |
| - Placements évalués selon l'art. R 343-9 et instruments financiers à terme rattachés | 184 233 | 181 876 | 199 218 | 200 373 | 198 178 | 214 689 |
| dont décote non encore amortie | | 648 | | | 649 | |
| prime de remboursement non reprise | | 2 919 | | | 3 721 | |
| - Placements évalués selon l'art. R. 343-10 et instruments financiers à terme rattachés | 90 486 | 84 878 | 139 143 | 89 532 | 84 205 | 138 914 |
| dont décote non encore amortie | | | | | | |
| prime de remboursement non reprise | | | | | | |
| - Placements évalués selon l'art. R. 343-10 et instruments financiers à terme rattachés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Placements évalués selon l'art. R. 343-13 et instruments financiers à terme rattachés | | | | | | |
| - Placements immobiliers | | | | | | |
| - Titres à revenu variable autres que parts d'OPCVM | | | | | | |
| - OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe | | | | | | |
| - Autres OPCVM | | | | | | |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | | | | | | |
| - Placements évalués selon l'article R. 343-11 du code des assurances | | | | | | |
| - Autres instruments financiers à terme | | | | | | |
| IFT stratégie d'investissement ou de désinvestissement | | | | | | |
| IFT stratégie de rendement | | | | | | |
| Total | 274 719 | 266 753 | 338 361 | 289 905 | 282 383 | 353 602 |
| b) dont : | | | | | | |
| - Valeurs affectables à la représentation des provisions techniques autres que celles visées ci-dessous | 0 | 0 | 0 | 289 905 | 282 383 | 353 602 |
| - Valeurs garantissant les engagements envers les institutions de prévoyance ou couvrant les fonds de placement gérés | | | | | | |
| - Valeurs déposées chez les cédants (dont - Valeurs déposées chez les cédants dont l'entreprise s'est portée caution solidaire) | | | | | | |
| - Valeurs affectées aux provisions techniques spéciales des autres affaires en France | | | | | | |
| - Autres affectations ou sans affectation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 289 905 | 282 383 | 353 602 |
| c) dont, pour les entreprises visées l'article L.310-1 du code des assurances : | | | | | | |
| Placements et instruments financier à terme dans l'OCDE | 274 719 | 266 753 | 338 361 | 289 905 | 282 383 | 353 602 |
| Placements et instruments financier à terme hors l'OCDE | | | | | | |
| Total | 274 719 | 266 753 | 338 361 | 289 905 | 282 383 | 353 602 |

Annexe aux comptes sociaux

Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017

| En milliers d'euros | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|---|--------------------------------|---------------|-----------------------|--------------------------------|---------------|-----------------------|
| | Valeur brute inscrite au bilan | Valeur nette | Valeur de réalisation | Valeur brute inscrite au bilan | Valeur nette | Valeur de réalisation |
| Détail des terrains et constructions | | | | | | |
| Immeubles d'exploitation | | | | | | |
| Droits réels | | | | | | |
| Parts de sociétés immobilières ou foncières non cotées | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | |
| Autres immobilisations | | | | | | |
| Droits réels | 11 244 | 5 636 | 26 440 | 11 201 | 5 874 | 24 700 |
| Parts de sociétés immobilières ou foncières non cotées | 4 706 | 4 706 | 7 399 | 4 886 | 4 886 | 7 466 |
| Sous-total | 15 950 | 10 342 | 33 839 | 16 088 | 10 760 | 32 166 |
| Total soit poste 3a Terrains et constructions au bilan actif (comptes 21 et 22, 28 et 29, avec lesAAI) en colonne valeur nette | 15 950 | 10 342 | 33 839 | 16 088 | 10 760 | 32 166 |
| dont acomptes (avances non capitalisées aux sociétés immobilières non cotées) | 1 724 | 1 724 | 1 724 | 1 904 | 1 904 | 1 904 |
| Montant des participations et des parts dans des entreprises liées détenues dans des entreprises d'assurance | | | | | | |
| comptes 25052 / 25053 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| Solde non encore amorti ou non encore repris correspondant à la différence sur prix de remboursement des titres évalués conformément à l'article R 343-9 | | | | | | |
| Devise | | | | | | |
| Euros | | | | | | |



ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE

Le Neptune - 1 rue Galilée - 93195 Noisy-le-Grand Cedex
B 334 656 386 RCS Bobigny
Tél.: 01 49 14 86 00

www.gmf.fr